

Sarkozy : discours raciste, politique meurtrière

Le 9ème Collectif des sans-papiers & Act Up-Paris

15 décembre 2005

Aujourd'hui le 9ème collectif des Sans-Papiers et Act Up-Paris ont organisé un die-in place Beauvau. Une quarantaine de militantEs de nos associations se sont couchéEs devant les grilles du Ministère de l'Intérieur pour rendre visibles les morts de la guerre menée par Nicolas Sarkozy contre les étrangèrEs.

Dans la perspective des élections présidentielles de 2007, les politiques, Nicolas Sarkozy en tête, ont choisi de battre campagne contre l'immigration. Hier, celui-ci faisait passer les étrangèrEs pour des fraudeurSEs et des délinquantEs ; aujourd'hui, il affirme que l'immigration irrégulière produit de « la haine » et est responsable des « violences urbaines que nous avons connues il y a quelques semaines », ou encore que le chômage serait imputable à « l'immigration subie qui pèse sur le marché du travail », paraphrasant ainsi le « 3 millions de chômeurs, 3 millions d'immigrés en trop » de Jean-Marie Le Pen.

Ces discours idéologiques, totalement déconnectés de la réalité, servent à légitimer une politique aux conséquences des plus concrètes : la mise en danger de nos vies pour nous, sans-papierEs et malades étrangerEs.

Guerre aux sans-papiers

Les premierEs à faire les frais de cette stratégie électoraliste sont les sans-papierEs qui, dans la bouche du ministre de l'Intérieur, deviennent des facteurs de « déstabilisation de la société ». Avidé de pouvoir communiquer sur des chiffres, Nicolas Sarkozy a exigé des préfets une augmentation importante des expulsions pour l'année 2005 et leur a demandé pour cela de « ne pas hésiter à utiliser toutes les marges de manoeuvre autorisées par la loi ». Ainsi, à Paris, Calais, Marseille, Saint-Denis, Vitry... les préfectures, avec la complicité active de procureurEs, ont organisé de véritables rafles : quartiers bouclés, contrôles au faciès et interpellations massives, voilà la politique que Sarkozy destine aux quartiers à forte concentration d'immigréEs. Parallèlement, les préfectures n'hésitent plus à interpellier des enfants et à les instrumentaliser pour « mettre la main » sur leur famille ou à expulser des malades dans des pays où ils et elles mourront faute de traitements.

Le 29 novembre 2005, lors de son audition devant la commission d'enquête du Sénat sur l'immigration clandestine, Nicolas Sarkozy a confirmé qu'il entendait faire de la santé un moyen

de pression sur les sans-papiers : démantèlement de l'Aide Médicale de l'Etat, refoulement des sans-papierEs aux portes des hôpitaux et refus de soins à l'exception des cas de « situation d'urgence et en attendant le retour dans le pays d'origine ».

Projet de loi contre le droit au séjour et le droit d'asile

Dans la continuité de sa politique raciste, il entend aujourd'hui se battre contre une immigration prétendument « subie » qui trouverait son origine dans les possibilités de régularisation de plein droit pour certaines étrangèrEs ainsi que le droit d'asile. Le projet de loi qu'il va déposer dans les prochains mois permettra la mise en œuvre de quotas arbitraires déterminant, catégorie par catégorie, le nombre d'étrangèrEs admiSEs à séjourner en France. Ainsi, en matière de droit au séjour pour raisons médicales, les objectifs quantitatifs prendront le pas sur l'état de santé des malades étrangèrEs et les risques qu'elles et ils encourraient dans leur pays d'origine. Avant même que cette proposition de loi soit discutée au Parlement, tout laisse croire que des consignes ont été données pour tester ces dispositions dans certaines préfectures. Ainsi, la préfecture de Lyon a refusé le séjour à plusieurs séropositifVEs en dépit de la loi et de l'avis du médecin inspecteur de santé publique dans le seul but de faire baisser le nombre de cartes délivrées pour raison médicales.

Le 9ème collectif des Sans-Papiers et Act Up-Paris exigent :

- **Le retrait du projet de loi de Sarkozy**
- **L'abandon de la politique du chiffre en matière d'immigration**
- **La régularisation sans condition de tous les sans-papierEs**
- **L'arrêt immédiat des expulsions et des rafles**